

► **Jean-François Béthus**
Expert Comptable - Commissaire aux comptes

► **Dominique Da Ros**
Expert Comptable - Commissaire aux comptes

► **Jean-Michel Veyssieres**
Expert Comptable - Commissaire aux comptes

SOLIDARITE POUR UN DEVELOPPEMENT HUMAIN

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS *Exercice clos au 31/12/2025*

4 place du marché - 47200 Marmande
Tél. 05 53 83 45 82 - Fax. 05 53 83 68 81
www.bdm-walterfrance.com - E-mail : info@bdm-walterfrance.com

BDM AUDIT

Société de commissariat aux comptes, inscrite sur la liste nationale des commissaires aux comptes, rattachée à la CRCC Grande Aquitaine
SARL au capital de 13 000 € - N° intracommunautaire FR58808804413 - Siret 808 804 413 00017 - Code NAF 6920 Z

SOLIDARITE POUR UN DEVELOPPEMENT HUMAIN (SDH)

Fonds de dotation – JO n°2975 du 27 février 2010

Siège social : 72 place de l'hôtel de ville

47370 TOURNON D'AGENAIS

Siren : 882 460 652

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos au 31/12/2025

Au Conseil d'Administration,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par le Conseil d'Administration, nous avons effectué l'audit des comptes annuels du Fonds de dotation SOLIDARITE POUR UN DEVELOPPEMENT HUMAIN relatifs à l'exercice clos le 31/12/2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine du Fonds de dotation à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les incidences de la première application du règlement ANC n°2022-06 exposées dans la note « Changements de méthodes – Changement de réglementation comptable » de l'annexe des comptes annuels.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux Membres.

Autres informations

En application de l'article 6 des statuts, nous vous signalons que le présent rapport n'a pas pu être mis à votre disposition dans le délai prescrit, les documents et informations nécessaires à son établissement nous ayant été communiqués tardivement.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité du Fonds de dotation à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider le Fonds de dotation ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatif à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Fonds de dotation.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité du Fonds de dotation à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Marmande, le 24 juin 2026
Le Commissaire aux comptes

Le Commissaire aux comptes
BDM AUDIT, représentée par
Dominique DA ROS



Bilan actif



Postes	Brut	Amort. & dépréc.	Net 31/12/2025	Net 31/12/2024
Frais d'établissement (I)				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, droits et valeurs similaires				
Immobilisations incorporelles en cours, avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériels et outillage industriels				
Immobilisations corporelles en cours, avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES				
Participations	234 910		234 910	234 910
Créances rattachées à des participations	57 118		57 118	55 998
Autres titres immobilisés	15		15	15
Prêts				
Autres immobilisations financières				
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (II)	292 043		292 043	290 923
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières et autres approvisionnements				
En-cours (biens et services)				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes sur commandes				
CRÉANCES				
Créances clients, usagers et comptes rattachés				900
Créances reçues par legs ou donations				
Autres créances	15 679		15 679	96
Charges constatées d'avance				
Valeurs mobilières de placement				
Instruments financiers à terme et jetons détenus				
Disponibilités	12 352		12 352	18 318
TOTAL ACTIF CIRCULANT (III)	28 031		28 031	19 314
Frais d'émission des emprunts (IV)				
Primes de remboursement des emprunts (V)				
Écarts de conversion et diff. d'évaluation - Actif (VI)				
TOTAL ACTIF (I + II + III + IV + V + VI)	320 073	0	320 073	310 237

Bilan passif




Postes	31/12/2025	31/12/2024
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droits de reprise	266 000	266 000
Fonds propres statutaires	266 000	266 000
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise	18 468	18 468
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires	18 468	18 468
Écarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projets de l'entité		
Autres réserves		
Report à nouveau		
Excédent ou déficit de l'exercice		-4 200
SITUATION NETTE (SOUS-TOTAL)	284 468	280 268
Fonds propres consommables	30 636	20 491
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
TOTAL FONDS PROPRES (I)	315 105	300 759
FONDS REPORTÉS ET DÉDIÉS		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
TOTAL FONDS REPORTÉS ET DÉDIÉS (II)		
PROVISIONS		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
TOTAL PROVISIONS (III)		
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Instruments financiers à terme		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	4 969	3 808
Dettes issues de legs ou de donations		
Dettes fiscales et sociales		1 469
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
Produits constatés d'avance		
TOTAL DETTES (IV)	4 969	5 277
Écarts de conversion et diff. d'évaluation - Passif (V)		
TOTAL PASSIF (I + II + III + IV + V)	320 073	306 037

Compte de résultat



Postes	2025	2024
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations		
Ventes de biens		
Dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de services		
Dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation		
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation comptable	6 436	6 334
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénat		
Legs, donations et assurance-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	2 181	
Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles		
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits	0	
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION (I)	8 617	6 334
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variation de stocks		
Autres achats et charges externes	7 556	6 375
Aides financières		
Impôts, taxes, et versements assimilés		36
Salaires		5 907
Cotisations sociales		1 171
Dotations aux amortissements et aux dépréciations		
Dotations aux provisions		
Valeurs comptables des immobilisations incorp. et corp. cédées		
Reports en fonds dédiés		
Autres charges	2 181	13
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION (II)	9 737	13 503
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	-1 120	-7 169
PRODUITS FINANCIERS		
De participations	1 120	3 118
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés		1 338
Reprises sur dépréciations et provisions		
Différences positives de change		
Produits des immobilisations financières cédées		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie		
TOTAL PRODUITS FINANCIERS (III)	1 120	4 455
CHARGES FINANCIÈRES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées		1 338
Différences négatives de change		
Valeurs comptables des immobilisations financières cédées		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie		



Postes	2025	2024
TOTAL CHARGES FINANCIÈRES (IV)		1 338
RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)	1 120	3 118
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV)		-4 051
Produits exceptionnels (V)		
Charges exceptionnelles (VI)		149
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)		-149
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)		
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	9 737	10 789
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)	9 737	14 989
EXCÉDENT OU DÉFICIT	0	-4 200
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature	468	468
Prestations en nature	490	539
Bénévolat	10 640	13 220
TOTAL CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	11 598	14 227
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens	778	743
Prestations en nature	180	264
Personnel bénévole	10 640	13 220
TOTAL CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	11 598	14 227



Préambule

Introduction

Introduction à l'annexe

L'entité SOLIDARITE POUR UN DEVELOPPEMENT HUMAIN est un fonds de dotation, personne morale de droit privé à but non lucratif, constitué conformément aux dispositions de l'article 140 de la loi n° 2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie.

Le fonds de dotation SDH a pour objet de collecter et de redistribuer des fonds au profit de projets d'intérêt général. Ses actions s'inscrivent de manière exclusive dans le soutien à des initiatives engagées pour une Transition vers un avenir responsable, ayant pour finalités :

- De permettre l'épanouissement de l'humain ;
- De concourir à la préservation de son environnement.

Pour accomplir son objet social et mener à bien ses missions de redistribution, le fonds s'appuie sur des moyens financiers et opérationnels. Au cours de l'exercice 2025, l'activité de soutien s'est concrétisée par les actions clés suivantes :

- Soutien aux systèmes sociaux innovants : Financement et accompagnement de projets écologiques et solidaires s'inscrivant dans des dynamiques sociales innovantes.
- Partenariats avec les monnaies locales complémentaires : Participation active à des actions à visée éducative, sociale et de défense de l'environnement, portées et menées par des réseaux de monnaies locales territoriales, notamment « LA PIVE » et « L'ABEILLE ».

Moyens financiers : Utilisation des ressources collectées (dons, mécénat, dotations consommables) réaffectées au cours de l'exercice vers ces structures et projets d'intérêt général partenaires.

L'exercice comptable clos le **31/12/2025** a une durée de **12** mois.

L'exercice précédent avait une durée de **12** mois recouvrant la période du **01/01/2024** à **31/12/2024**.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de **320 073,24 €**.

Le résultat net comptable est un **bénéfice** de **0,00 €**.

Les notes et tableaux communiqués ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Événements significatifs

Événements post-clôture

Sans impact :

Aucun événement significatif n'est intervenu après la clôture des comptes.

Principes et méthodes comptables

Règlement comptable

Mention du règlement comptable

Les comptes annuels ont été établis en conformité avec :

- Le règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2018-06 du 05 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif, actualisé du règlement ANC n°2023-03.
- Les articles L123-12 à L123-28 du Code de commerce.



La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses suivantes :

- Continuité de l'exploitation ;
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, à l'exception des modifications apportées dans le cadre de la première application du règlement ANC n°2022-06 ;
- Indépendance des exercices.

Liste des méthodes

Immobilisations financières et valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat, hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

- Utilisation de la méthode d'évaluation par équivalence ;
- Information sur l'identification et le suivi, à chaque clôture, des titres de participation définis à l'article 39-1-5° du CGI pour lesquels la société a modifié l'option de comptabilisation des frais liés à l'acquisition.
- Utilisation de la dérogation pour l'évaluation des titres en cas de baisse anormale et momentanée.

Créances et dettes

Les créances et dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale. Les créances sont, le cas échéant, dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles sont susceptibles de donner lieu. Les provisions pour dépréciations éventuelles sont déterminées par comparaison entre la valeur d'acquisition et la valeur probable de réalisation.

Les créances et dettes en devises sont converties en euros sur la base du cours de change à la date de la facture.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en caisse ou en banque sont enregistrées à leur valeur nominale.

Indemnité de départ à la retraite

L'entité n'a signé aucun accord particulier en matière d'engagement retraite. Ces derniers se limitent donc à l'indemnité conventionnelle de départ à la retraite. Aucune provision pour charge n'a été comptabilisée au titre de cet exercice.

Changements de méthodes

Changement de réglementation comptable

Le règlement ANC n° 2022-06 du 4 novembre 2022, adapté aux personnes morales de droit privé à but non lucratif par le règlement ANC 2023-03, relatif à la modernisation des états financiers s'applique aux comptes afférents aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2025. Ainsi, pour tout exercice ouvert à compter du 1er janvier 2025, **SOLIDARITE POUR UN DEVELOPPEMENT HUMAIN** présente ses états financiers conformément aux dispositions et aux modèles figurant dans ledit règlement.



Postes du bilan et du compte de résultat



Informations relatives à l'actif

Mouvements des postes d'immobilisations

Rubriques	Brut à l'ouverture de l'exercice (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)	Brut à la clôture de l'exercice (D)
Immobilisations incorporelles				
Frais de développement				
Concessions, brevets & licences				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Immo. en cours, avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage				
Autres immobilisations corporelles				
Immo. en cours, avances et acomptes				
Immobilisations financières				
Participations	234 910			234 910
Créances rattachées à des participations	55 998	1 120		57 118
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille				
Autres titres immobilisés	15			15
Prêts				
Autres immobilisations financières				
TOTAL	290 923	1 120		292 043

(A) Solde des comptes au dernier jour de l'exercice précédent

(B) Valeurs inscrites au débit des comptes d'immobilisations sur l'exercice

(C) Valeurs inscrites au crédit des comptes d'immobilisations sur l'exercice

(D) Solde des comptes à la date de clôture de l'exercice

État des échéances à la clôture de l'exercice




Rubriques	Montant Brut	1 an au plus	1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Créances rattachées à des participations	57 118		57 118	
Prêts				
Autres immo. financières				
Clients douteux				
Autres créances clients				
Personnel et comptes rattachés				
Sécurité sociale et autres org. sociaux				
Impôts sur les bénéfices				
TVA				
Autres impôts				
Divers				
Groupes et associés				
Débiteurs divers	15 679	15 679		
Charges constatées d'avance				
TOTAL	72 797	15 679	57 118	
Prêts accordés en cours d'exercice				
Rembours. obtenus en cours d'exercice				
Prêts et avances consentis aux associés				

Informations relatives au passif

Variation des fonds propres

Rubriques	Début d'exercice	Affectation du résultat	Augmentation	Réduction	Fin d'exercice
Situation nette					
Fonds propres sans droit de reprise	266 000				266 000
Fonds propres avec droit de reprise	18 468				18 468
Ecarts de réévaluation					
Réserves					
Report à nouveau					
Excédent ou déficit de l'exercice					
TOTAL	284 468				284 468
Autres					
Fonds propres consommables	20 491		10 145		30 636
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
TOTAL	20 491		10 145		30 636
TOTAL GÉNÉRAL	304 959		10 145		315 105

Précisions sur les dettes



Rubriques	Montant Brut	1 an au plus	1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes aux étab. de crédit				
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	4 969	4 969		
Personnel et comptes rattachés				
Sécurité Sociale et autres org. sociaux				
Impôts sur les bénéfices				
TVA				
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés				
Dettes sur immo. et comptes rattachés				
Groupe et associés				
Autres dettes				
Produits constatés d'avance				
TOTAL	4 969	4 969		
Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice				
Emprunts et dettes contractés auprès des associés				

Informations relatives au compte de résultat

État des charges à payer et des produits à recevoir

Charges à payer	Montant	Commentaire
Fournisseurs - Factures non parvenues	3 000	Honoraires Commissaires aux comptes
Fournisseurs - Factures non parvenue	960	Honoraires Expert-comptable
TOTAL	3 960	

Produits à recevoir	Montant	Commentaire
TOTAL		

Honoraires des commissaires aux comptes

Honoraires	Commissaire aux comptes 1	Commissaire aux comptes 2
Afférents à la certification des comptes	3 000	
Afférents aux services autres		
TOTAL	3 000	

Contributions volontaires en nature

Les contributions volontaires en nature (telles que le bénévolat, les mises à disposition de locaux ou de matériel, et les prestations de services gratuites) traduisent l'engagement citoyen et partenarial au cœur du modèle de l'entité. La politique de l'entité consiste à identifier et valoriser ces contributions dès lors qu'elles revêtent un caractère significatif, qu'elles s'inscrivent directement dans le cadre de ses missions d'intérêt général, et qu'il existe des éléments objectifs permettant une mesure fiable de leur valeur économique.



Principe et méthode de comptabilisation

Pour les contributions répondant aux critères de fiabilité et de pertinence décrits ci-dessus, l'entité procède à leur enregistrement comptable en classe 8 (comptes de contributions volontaires en nature).

Conformément à la réglementation en vigueur, le montant global de ces contributions n'est pas intégré dans le résultat comptable de l'exercice, mais il est présenté distinctement au pied du compte de résultat, sous la forme d'un tableau synthétique. Cette présentation permet de refléter la réalité économique globale des moyens mobilisés par l'entité au cours de l'exercice.

Sources d'informations et outils de recensement

L'entité s'appuie sur un système de suivi interne composé de trois outils de recensement distincts et mis à jour régulièrement :

Un tableau de suivi du bénévolat : Cet outil recense de manière nominative le volume d'heures de bénévolat accompli, associé à une description précise de la nature des activités et des missions réalisées par chaque intervenant.

Un état de recensement des dons en nature : Ce tableau liste l'ensemble des biens matériels et consommables donnés à l'entité au cours de l'exercice.

Un état des mises à disposition : Ce suivi identifie l'ensemble des locaux, salles de réunion et matériels logistiques mis gratuitement à disposition de l'entité par ses partenaires.

Principales hypothèses et bases de valorisation

La traduction financière de ces contributions repose sur les hypothèses et références économiques suivantes :

Bénévolat : Le temps de travail bénévole quantifié dans le tableau de suivi est valorisé sur la base d'un taux horaire forfaitaire unique de 20 €/ heure. Ce taux est retenu comme une évaluation interne prudente.

Dons en nature : Les biens reçus sont valorisés sur la base des factures d'achat initiales transmises par les donateurs lorsque l'information est disponible.

Mises à disposition de salles et de matériel : La valorisation de ces mises à disposition est établie en référence directe aux tarifs pratiqués par les prestataires pour des prestations équivalentes.

Nature de contribution	Montant des contributions	Montant des emplois	Principale méthode de valorisation
Bénévolat	10 640		Taux horaires de 20 €
Dons en nature	180		
Mises à disposition de locaux	250		Tarifs usuels pratiqués par le prestataire
Mises à disposition de matériel / prestations	528		Tarifs usuels pratiqués par le prestataire